

Audit
Conseil
Expertise



7 Rue Berthe Morisot
76100 Rouen
Tél. +33 (0) 2 35 88 62 00
Fax. +33 (0) 2 35 70 60 38
bsec@actheos.com

www.actheos.com

LE FOYER DE LA VALLEE D'OR

Association loi 1901

5 rue Jacques Brel
76210 BOLBEC

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Experts Comptables
Commissaire aux comptes

SAS au capital de 150 000 €
RCS Rouen 680 500 998

Paris
Rouen
Bordeaux
Le Havre
Saint-Brieuc
Rennes

Membre d'ATH Association Technique d'Experts-comptables et Commissaires aux Comptes

FOYER DE LA VALLEE D'OR

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2024

Aux Membres,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FOYER DE LA VALLEE D'OR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport qui font ressortir un excédent de l'exercice de 111 016 € et un total bilan de 2 202 005 €.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « faits marquants de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant les reclassements comptables opérés au cours de l'exercice ainsi que le périmètre d'intervention du précédent CAC qui ne couvrait pas les comptes agrégés.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les comptes annuels des associations du secteur sanitaire et social sont établis conformément à des règles spécifiques prévues par le règlement ANC n°2019-04. Nous nous sommes assurés que les modalités d'arrêtés des comptes annuels de votre association établis au 31 décembre 2024 annexés au présent rapport, étaient conformes à ces dispositions. Nous vous précisons que nos contrôles ne s'étendent pas aux comptes administratifs présentés aux administrations de contrôles des différents établissements et ne concernent pas le bilan et le compte de résultat de chaque établissement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rouen, le 17 juin 2025

BASSE SEINE EXPERTISE COMPTABLE
Société Commissaire aux Comptes Inscrite

Mathieu AMICE



COMPTES ANNUELS ANNEXES AU RAPPORT

BILAN ACTIF	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	5 187	5 187	0	0
Autres immobilisations incorporelles	6 480	6 480	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains	75 000	0	75 000	75 000
Installations techniques, matériels et outillages industriels	159 078	122 614	36 464	13 708
Autres immobilisations corporelles	311 505	216 579	94 926	100 617
Immobilisations financières				
Prêts	6 169		6 169	6 169
Autres immobilisations financières	227		227	227
Total I	563 646	350 860	212 786	196 721
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	3 470		3 470	97,2
Créances				
Autres créances	317 393		317 393	288 689
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	767 707		767 707	752 681
Disponibilités	768 668		768 668	817 390
Charges constatées d'avance	131 981		131 981	38 730
Total II	989 219		1 989 219	1 897 587
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				94 266
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 552 864	350 860	2 202 005	2 187 574
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				
BILAN PASSIF			au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Première situation nette établie			161 040	161 329
Autres fonds propres			242 992	234 058
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves				
Réserves pour projets de l'entité			1 131 928	1 057 336
Report à nouveau			110 976	110 976
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales			-53 278	
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales			111 016	-29 968
Situation nette (sous-total)			1 704 673	1 533 730
Subventions d'investissement			35 193	
Provisions réglementées				36 720
Total I			1 739 867	1 570 450
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds dédiés			7 828	
Total II			7 828	
PROVISIONS				
Provisions pour risques			154 207	252 410
Total III			154 207	252 410
DETTES				
Emprunts et dettes financières diverses			0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			87 565	110 774

Dettes fiscales et sociales	202 885	247 008
Autres dettes	9 652	6 932
Total IV	300 102	364 714
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 202 005	2 187 574
(1) Dont à plus d'un an (a)	0	
Dont à moins d'un an (a)	490 110	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

COMPTE DE RESULTAT	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations						
Ventes de biens et de services						
Ventes de biens						
Ventes de prestations services						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	1 604 788		1 485 095		119 693	8,06
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	420		3 000		-2 580	-86,00
Utilisation des fonds dédiés	26 370		0		26 370	
Autres produits	107 419		89 924		17 495	19,46
Total I	1 738 997		1 578 019		41 285	2,62
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	560 344		536 561		23 783	4,43
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	54 682		54 999		4 683	8,51
Salaires et traitements	854 759		838 854		15 905	1,90
Charges sociales	312 441		305 056		7 385	2,42
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	48 256		37 290		10 966	29,41
Dotations aux provisions						
Report en fonds dédiés						
Autres charges	849		671		178	26,53
Total II	1 836 333		1 773 431		62 900	3,55
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-97 336		-195 412		-21 615	11,06
PRODUITS FINANCIERS						
De participation	0		0		0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti	0		0		0	0
Autres intérêts et produits assimilés	23 173		17 527		5 646	32,20
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
Total III	23 173		17 527		5 646	32,20
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi Intérêts						
et charges assililées						
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total IV						
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	23 173		17 527		5 646	32,21
3. RESULTAT COURANT avant impôts (1-2)	-74 163		-177 885		-15 969	8,98
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	161 169		128 496		32 673	NS
Sur opérations en capital	500		21 200		-20 700	-97,64
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	48 791				48 791	#DIV/0!
Total V	210 460		149 696		60 764	40,59

CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	3 866	1 782	2 084	116,96
Sur opérations en capital	0			
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi	21 414		21 414	
Total VI	25 280	1 782	23 498	-2,78
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	185 180	147 914	37 266	-2,78
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + I + VII + VI)	1 972 629	1 745 242	107 695	6,17
Total des charges ((III + IV + VI + VII + VI)	1 861 613	1 775 210	86 398	4,87
EXCEDENT OU DEFICIT	111 016	-29 968	21 297	-71,07
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA				
Dons en nature Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite Prestations en nature				
Personnel bénévole TOTAL				

Visa pour authentification
Basse Seine Expertise Comptable

COMPTES ANNUELS LA VALLEE D'OR

Période de: 01/01/2024 au 31/12/2024

Visa pour audit
Basse Seine Expertise

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FOYER DE LA VALLEE D'OR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 202 005 EUROS et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 111 016 EUROS. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 17/06/2025 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis et présentés conformément à la réglementation comptable : règlements n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et règlement N° 2019-04 du 8 novembre 2019 de l'autorité des normes comptables ANC relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par les personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Faits marquants de l'exercice

I) Des reclassements comptables ont été effectués au cours de l'exercice 2024 en raison d'une mauvaise répartition au sein des fonds propres et des dettes lors des exercices précédents.

L'impact de ces reclassements sur le résultat se décompose de la façon suivante :

- Reprise des provisions réglementées sur immobilisations (impact résultat + 37 k€) ;
- Annulation de la provision CP SAF (impact résultat + 12 k€) ;
- Annulation des dettes sociales (impact résultat + 24 k€).

II) Le périmètre de l'intervention du précédent CAC ne couvre pas les comptes agrégés antérieurement à l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Visa pour authentification
Basse Seine Expertise Comptable

Effectifs

L'effectif de l'EANM est de 20,90 ETP sur l'année 2024
L'effectif du SAVS est de 4,09 ETP sur l'année 2024

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	14 876		3 209	11 667
Immobilisations incorporelles	14 876		3 209	11 667
- Terrains	75 000			75 000
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 601	42 477		159 078
- Installations générales, agencements aménagements divers	6 131	4 357		10 488
- Matériel de transport	124 583	15 588		140 171
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	142 954	24 312	6 422	160 844
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	465 269	86 734	6 422	545 581
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	6 396			6 396
Immobilisations financières	6 396			6 396
ACTIF IMMOBILISE	486 541	86 734	9 631	563 644

Visa pour authentification
Basse Seine Expertise Comptable

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	14 876		3 209	11 667
Immobilisations incorporelles	14 876		3 209	11 667
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	102 893	19 721		122 614
- Installations générales, agencements aménagements divers	8 999	1 230		5 929
- Matériel de transport	86 771	34 260		91 030
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	111 582	14 458	6 422	119 619
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	275 945	69 669	6 422	339 192
ACTIF IMMOBILISE	290 821	69 669	9 631	350 859

Visa pour authentification
Basse Seine Expertise Comptable

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 482 631 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 169		6 169
Autres	227		227
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	17 393	317 393	
Charges constatées d'avance	131 981	131 981	
Total	455 770	449 374	6 396
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
RRR A OBTENIR ET AVOIRS	130
DIVERS PDTS A RECEVOIR	11707
Total	11836

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	252 410	11 705		109 908	154 207
Total	252 410	11 705		109 908	154 207
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		11705			
Financières					
Exceptionnelles				109908	

Visa pour authentification
Basse Seine Expertise Comptable

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 300 102 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (**)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	87 585	87 585		
Dettes fiscales et sociales	202 885	202 885		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	9 652	9 652		
Produits constatés d'avance				
Total	300 102	300 102		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice (*) Emprunts remboursés sur l'exercice (**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FRS, FACT.NON PARVENUES	22 502
DETTES PROV.CONG.A PAYER	83 243
PERSON AUTR CHARG A PAYER	16 692
CH.SOC.DETTE CONG.A PAYER	36 918
ORG.SOC.AUTR.CHARG A PAYE	4 887
ETAT CHARGES A PAYER	8 089
DIVERS CHARGES A PAYER	2 869
Total	175 200

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES AVANCE	131 981		
Total	131 981		

Fonds propres

	Montant net 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Montant net 31/12/2024
Fonds associatifs	395 330	8 646		404 032
Réserves affectées à l'investissement	550 973	12 097		564 070
Réserves de trésorerie	147 034			147 034
Réserves de compensation	358 330	62 494		420 824
Report à nouveau	110 976			110 976
Dépenses pour Congés Payés			-53 278	-53 278
Autres fonds propres		35 193		35 193
Total	1 563 699	118 430	-53 278	1 628 851

Fonds dédiés & Provisions

	Montant début exercice	Dotations	Reprises	Montant fin exercice
Provisions Réglementées				
141- Destinées à la Couvertures du Besoin en Fonds de Roulement				
142 - Pour Renouvellement des Immobilisations	36 720		36 720	0
144 - Provisions pour impôts (établissements privés)				
145 - Amortissement dérogatoire				
146 - Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)				
147 - Plus-values réinvesties (établissements privés)				
148 - Autres provisions réglementées				
14861 - dont réserves des Plus-Values Nettes d'Actif Immobilisé				
14862 - dont réserves des Plus-Values Nettes d'Actif Circulant				
Provisions Réglementées				
151 - Provisions pour Risques	252 410		98 203	154 207
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (ets				
155 - Provisions pour impôts (êts privés)				
157 - Provisions pour charges à Répartir sur Plusieurs exercices				
158 - Autres provisions pour Charges				
Dépréciations				
29 - Dépréciation des Immobilisations				
39 - Dépréciation des Stocks et En-Cours				
49 - Dépréciation des Comptes de Tiers				
59 - Dépréciation des Comptes Financiers				
Fonds dédiés				
191 - Fonds reportés liés aux legs ou donations				
192 - Sur concours publics des entités gestionnaires d'établissements ou services sociaux				
194 - Sur Subventions de Fonctionnement	0	30 757	22 929	7 828
195 - Sur Dons manuels affectés				
196 - Sur Ressources liées à la générosité publique				
197 - Sur Legs et Donations Affectés				

Engagement retraite

Le montant total des engagements retraite s'élève à 130 468€ à la clôture de l'exercice.

Le montant provisionné s'élève à 71 595€ ; ce qui correspond au montant de l'engagement calculé par MALAKOFF et diminué des sommes détenues sur un compte de placement auprès de l'organisme MALAKOFF.